

Confins

Revue franco-brésilienne de géographie / Revista franco-brasilera de geografia

51 | 2021

Número 51

Dossier frontières et circulations dans les Guyanes

Enjeux transfrontaliers en période de pandémie de la Covid-19 : le cas de la circulation sur l'Oyapock entre Guyane française et Brésil

Desafios transfronteiriços em período de pandemia de covid-19: o caso da circulação no rio Oiapoque entre Guiana francesa e Brasil

Cross-border challenges during the covid-19 pandemic: the traffic issue on the Oyapock river between French Guiana and Brazil

STÉPHANE GRANGER E GUTEMBERG DE VILHENA SILVA

<https://doi.org/10.4000/confins.39468>

Resumos

Français Portuguais English

Le fleuve Oyapock sépare en pleine Amazonie la Collectivité française de Guyane et l'Etat brésilien d'Amapá. Lien entre deux rives séparées par des souverainetés distinctes mais subissant un commun enclavement au sein de leurs ensembles respectifs, l'Oyapock, voie de navigation fluviale indispensable à la circulation locale, a vu tout au long du XXe siècle son rôle de barrière politique et économique renforcé par la volonté de réappropriation des États. Parallèlement, des accords de coopération institutionnelle officialisaient son rôle d'interface tout en cherchant à limiter les flux migratoires. Les décisions prises à l'échelon national tentent d'imposer une fonction de barrière filtrante que la crise sanitaire de 2020-2021 a porté, même temporairement, à son apogée au détriment des solidarités locales.

O rio Oiapoque separa em plena Amazônia a Coletividade francesa da Guiana do estado brasileiro do Amapá. Ligação entre duas margens separadas por soberanias distintas, mas sofrendo um isolamento comum dentro das respectivas entidades nacionais, o rio Oiapoque, de via de navegação fluvial indispensável à circulação local, viu ao longo do século XX seu papel de barreira política e econômica reforçado pelo desejo de reapropriação dos Estados. Simultaneamente, acordos de cooperação institucional oficializavam seu papel de interface e procuravam limitar os fluxos migratórios. As decisões tomadas à escala nacional tentam impor

uma função de barreira filtradora que houve, até que temporariamente, seu apogeu com a crise sanitária de 2020-2021 em detrimento das solidariedades locais.

In the middle of the Amazon, the Oyapock River separates the French Collectivity of Guiana and the Brazilian state of Amapá. Link between two shores separated by distinct sovereignties but subject to a common isolation within their respective groups, the Oyapock, a river waterway essential to local traffic, saw its role as a political and economic barrier throughout the 20th century. reinforced by the will to reappropriate States. At the same time, institutional cooperation agreements formalized its role as an interface while seeking to limit migratory flows. Decisions taken at the national level attempt to impose a filtering barrier function that the health crisis of 2020-2021 brought, even temporarily, to its peak to the detriment of local solidarity.

Entradas no índice

Index de mots-clés : frontière, mobilités, santé, Guyane, Amapá (Brésil).

Index by keywords: border, mobility, health, French Guiana, Amapá (Brazil).

Índice geográfico: Oyapock

Índice de palavras-chaves: fronteira, mobilidades, saúde, Guiana francesa, Amapá.

Texto integral



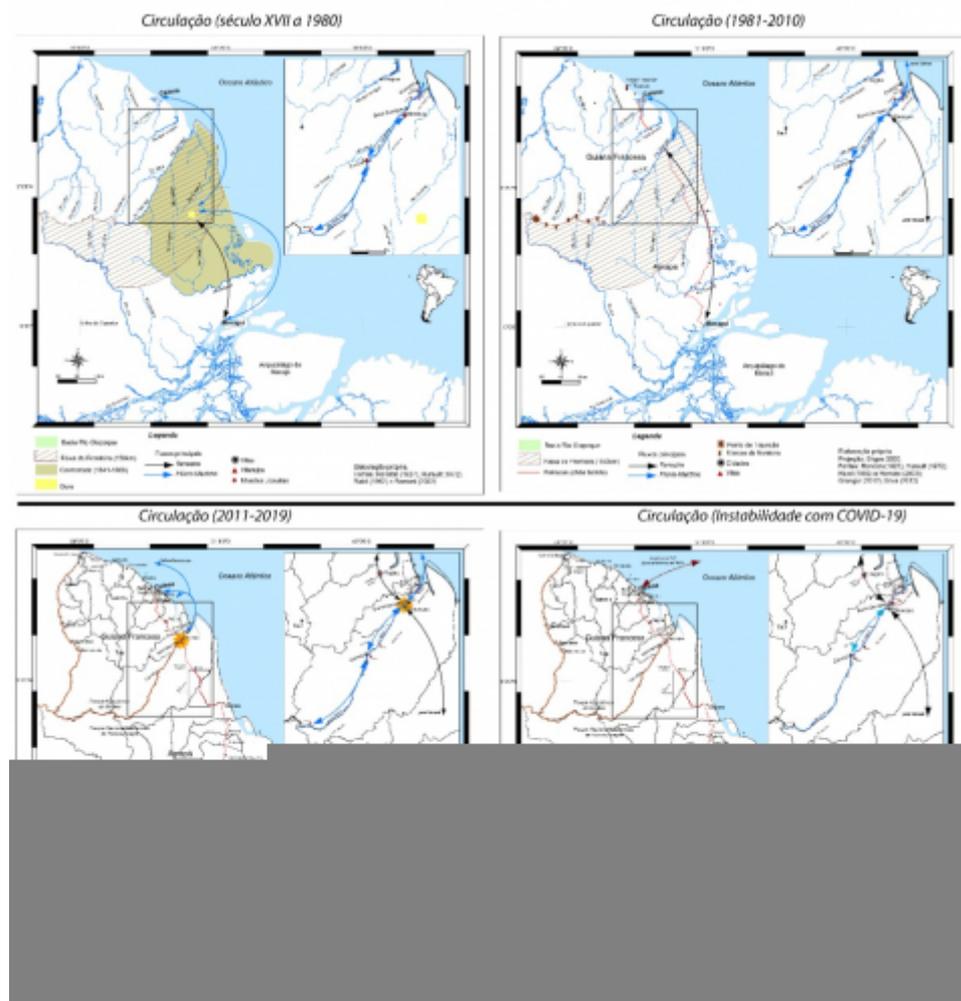
[Visualizar a imagem](#)

- 1 La pandémie de la Covid-19 a eu un impact considérable sur les frontières nationales, dont le rôle souvent a été repensé, amenant à leur « réaffirmation géopolitique » (Dumont, 2019). Leur fermeture partielle et temporaire a renforcé un rôle de barrière plus ou moins filtrante au détriment des mobilités internationales des hommes et des biens, les régions frontalières étant souvent des bassins de vie et de circulation. Des groupes humains qui maintenaient des relations transfrontalières multiséculaires d'ordre familial, communautaire ou économique se sont fréquemment trouvés dans l'impossibilité de les perpétuer.
- 2 Ces frontières relèvent souvent de décisions imposées par un pouvoir central et éloigné des réalités des peuples frontaliers, à l'exemple de la frontière entre la Collectivité territoriale française de Guyane et l'État brésilien d'Amapá, au nord de l'Amérique du Sud amazonienne. Longue de 730 km, elle constitue la plus grande frontière terrestre française. Cependant, le fleuve Oyapock, qui en forme la plus grande partie, constitue pour les peuples indigènes waiãpis, tekos, palikurs et kaliñas ainsi que les communautés vivant de part et d'autre, davantage une voie de circulation qu'une barrière, et il n'entrave pas en temps normal la circulation de migrants cherchant à passer illégalement en Guyane. La coopération transfrontalière mise en place entre cette dernière et l'Amapá à partir de 1996 s'est accompagnée d'un renforcement de la présence policière et militaire, au détriment de la libre circulation traditionnelle des habitants et usagers de ce fleuve.
- 3 Le pont binational ouvert en 2017 a illustré cette volonté de contrôle de la frontière même si ce n'était pas l'objectif initial. Celle-ci s'est ensuite renforcée avec la crise sanitaire commencée en mars 2020, qui a immédiatement amené à sa fermeture partielle puis totale jusqu'à nouvel ordre, et à l'interdiction de toute navigation d'une rive à l'autre en dehors des gendarmes et militaires des deux États ainsi que du personnel médical.
- 4 En effet, la France et le Brésil ont incorporé les maladies infectieuses dans les priorités liées à la sécurité nationale, permettant la mobilisation d'organes non directement liés au secteur de la santé, comme les institutions policières ou l'Armée (Davies, 2008 ; Pagotto, 2016). Cependant, sur l'Oyapock ces dernières semblent s'être mieux coordonnées, au début, que les services de santé, pour des raisons politiques et

institutionnelles liées aux différences de statuts et de niveau de vie, alors que la région est chroniquement touchée par les maladies infectieuses.

- 5 Notre propos, faisant suite à une étude précédente sur les enjeux de la circulation sur l'Oyapock (Silva, Granger, Le Tourneau, 2019), est d'étudier comment les mesures de lutte contre l'épidémie de Covid-19, à la frontière entre le Brésil et la Guyane, couronnent les difficiles efforts de réappropriation de cette zone frontalière longtemps marginalisée par les États concernés. Nous nous appuyons sur des travaux portant sur les thèmes de la frontière et de la santé, et de notre connaissance du terrain appuyée par les publications locales de sources gouvernementales ou journalistiques. Nous chercherons à montrer que les États, en tentant de mieux contrôler la frontière pour des raisons sanitaires, essaient de mettre fin à un système régional de circulation intégré mais largement informel, et qui est désormais accusé de contribuer à la propagation de la pandémie de coronavirus dans une Guyane au départ relativement préservée¹.

Mosaïque 1. La circulation sur l'espace frontalier franco-brésilien, de la colonisation à la pandémie de covid-19.



L'Oyapock avant la pandémie de coronavirus, de frontière oubliée à frontière réappropriée

- 6 Pour comprendre les conséquences de la pandémie sur l'Oyapock, il convient tout d'abord de rappeler comment a évolué au cours du XXe siècle l'usage de ce fleuve, seulement défini en 1900 comme limite officielle entre la Guyane française et le Brésil après deux siècles de contestation. Si l'on reprend la définition que donnait Michel Foucher de la frontière en 2016, comme un « périmètre de l'exercice d'une souveraineté et l'un des paramètres de l'identité politique en tant que cadre de la définition d'une

citoyenneté », ces notions se sont révélées assez théoriques jusqu'à aujourd'hui sur l'Oyapock : du fait de leur isolement, les deux rives ont en effet développé un système transfrontalier à l'écart des États nationaux voire de leur division régionale d'appartenance, d'où des volontés nationales de réappropriation qui ont culminé avec la pandémie de la Covid-19.

7 On peut considérer que cette évolution s'est effectuée en trois étapes. Au départ les deux rives se trouvaient dans des portions périphériques totalement enclavées de leurs États et mêmes ensembles régionaux respectifs, aussi la vie des riverains ne fut qu'assez peu affectée par la détermination définitive de la frontière sur l'Oyapock en 1900, après deux siècles de litige entre la France et le Portugal, puis le Brésil après l'indépendance de ce dernier en 1822. Les ressortissants français furent généralement rapatriés sur la rive occidentale de l'Oyapock, mais un système intégré informel put perdurer entre les noyaux habités d'une même rive de part et d'autre du fleuve du fait de l'aspect transfrontalier tant des territoires autochtones que des relations familiales et commerciales (Boudoux d'Hautefeuille, 2012 ; Davy-Tritsch-Grenand, 2013). Les relations s'effectuaient par des pirogues de plus en plus motorisées appartenant à des transporteurs agréés ou informels, avec généralement peu de contrôle de la part des autorités françaises et brésiliennes jusqu'à la fin du XXe siècle (Silva, Granger, Le Tourneau, 2019).

8 Cette région connut ensuite un désenclavement progressif : Oiapoque fut reliée par la route à sa capitale régionale Macapá en 1982, et Saint-Georges connectée à Cayenne et au littoral guyanais à partir de 2003. Cela permit à ces marges frontalières d'être captées par leur capitale régionale et davantage intégrées à leur ensemble régional et national, alors que des accords de coopération régionale avaient été signés par les États français et brésilien en 1996, suivis par leurs échelons régionaux Guyane et Amapá. La conséquence de la capture de ces marges frontalières fut, du côté français, l'implantation de la Police aux Frontières en 2005 et le renforcement des contrôles policiers, et les difficultés accrues pour les Brésiliens pour s'y rendre alors que l'accès en était libre autrefois, l'absence de liaisons routières jusqu'en 2003 ne permettant pas d'aller au-delà. Désormais, un visa est obligatoire pour la Guyane, y compris sa portion frontalière, alors qu'il n'est pas demandé pour la France hexagonale, peu touchée par l'émigration brésilienne. La création d'une carte transfrontalière en 2015 pour les habitants des bourgs frontaliers a permis néanmoins de faciliter leurs déplacements entre les deux rives (Silva, Granger, 2016).

9 La réaffirmation des souverainetés nationales dans cette zone longtemps marginalisée s'est accompagnée de la constitution de deux parcs nationaux bordant le Haut-Oyapock : le *Parque nacional dos Tumucumaques* côté Brésil en 2002, et le Parc national amazonien de Guyane côté français en 2007, avec comme conséquence des restrictions à la circulation transfrontalière des Amérindiens : et un déplacement des *garimpeiros* (orpailleurs généralement clandestins) vers la rive française, plus facile d'accès du fait d'une présence militaire seulement ponctuelle. Rendus plus compliqués, les flux informels quotidiens matériels (marchandises non déclarées achetées meilleur marché du côté brésilien, or extrait illégalement) et humains (orpailleurs et migrants) s'ajoutant aux mobilités touristiques et familiales perdurèrent néanmoins, expliqués par les différences de niveau de vie et le nombre de familles transfrontalières. Il existe en effet une forte dissymétrie entre les niveaux de vie de la rive française, peu équipée commercialement mais profitant de son statut français et européen dans les domaines scolaires et sanitaires, et la rive brésilienne, aux prix, salaires et conditions de vie nettement inférieurs.

10 En outre, l'Oyapock est depuis quelques années la voie de passage vers la Guyane de nouvelles migrations plus lointaines mais transitant par le Brésil : Haïtiens, Africains subsahariens, et maintenant Syriens et Palestiniens fuyant la guerre et les camps de réfugiés et utilisant la relative porosité de cette frontière (Silva, Granger, Le Tourneau, 2019).

11 Enfin, troisième étape, le pont binational qui franchit désormais l'Oyapock, même s'il a été à l'initiative des exécutifs locaux, illustre bien cette reprise en main des États qui en décidèrent la construction comme symbole de la coopération transfrontalière qui se mettait en place (Théry, 2011). Achevé en 2011, il n'a été ouvert qu'en mars 2017 du fait

d'innombrables problèmes administratifs et des conditions d'accès dénoncées par des Brésiliens les jugeant trop défavorables et déséquilibrées. Si le pont a mis fin au monopole de la circulation fluviale entre les deux rives, il ne l'a cependant qu'assez peu été affecté, du fait de ses horaires d'ouverture au départ limités et des contrôles policiers et douaniers auxquels échappent généralement les pirogues. Essentiellement utilisé par des véhicules immatriculés en Guyane du fait de la rigidité des normes européennes et françaises imposées aux Brésiliens, et de leur coût (notamment une assurance onéreuse demandée aux Brésiliens mais non réciproque), il n'a fait que renforcer la dissymétrie existant entre les deux rives (Cornou, 2018).

- 12 Le pont a l'avantage d'accroître le rôle de filtre de cette frontière, il n'a pas pour autant réglé le problème des flux illicites qui continuent d'emprunter la voie fluviale. C'est la pandémie de la Covid-19 qui a finalement abouti à la fermeture presque totale et non coordonnée d'une frontière jugée trop poreuse, même si elle est amenée à ne durer que le temps que s'améliore la situation sanitaire dans la région. Elle était en juillet 2021 toujours fermée jusqu'à nouvel ordre.

Photo 1. Le pont de l'Oyapock en attente de l'ouverture



Sur le fleuve, un navire du Parc national brésilien de Cabo Orange et un taxi-pirogue se rendant à Saint-Georges (photo : S. Granger, 2013).

La frontière comme barrière filtrante : l'épidémie de Covid 19 autour de l'Oyapock (2020)

- 13 Cette appropriation progressive facilite le contrôle et le filtrage de la frontière par le renforcement des structures régaliennes comme la police et la douane. Les frontières permettent de contrôler l'état sanitaire des personnes venues de l'étranger (Dumont, 2019) ; elles ont donc, également, un rôle de barrière sanitaire pour protéger les populations d'une épidémie : celle de la grippe dite espagnole en 1918 ou plus récemment le virus Ebola en Afrique occidentale ont provoqué la fermeture de plusieurs frontières afin de contrôler ou d'arrêter les personnes venant de l'étranger.
- 14 La caractéristique de la pandémie de coronavirus en cours depuis la fin 2019 est sa conséquence également sur la circulation des personnes et les relations sociales afin d'éviter les flux en direction des pays offrant la meilleure sécurité sanitaire (Nunes, 2020). Le renforcement des frontières et les mesures de protection qui en ont découlé

visent également à contenir le virus vu comme un envahisseur, stratégie utilisée avec le confinement tant par les régimes autoritaires que les démocraties (Radil, Pinos, Ptak, 2020).

15 La pandémie de coronavirus de 2019-2021 renforce ainsi les tensions qui existaient à certaines frontières. Dans le monde amazonien, dont fait partie la région de l'Oyapock, le contexte est particulièrement vulnérable du fait des frontières poreuses et des différences statutaires et juridico-administratives entre les États. Les mobilités favorisées par cette faible présence régaliennne contribuent à diffuser dans ce milieu naturel équatorial des maladies infectieuses comme la dengue, la malaria, la leishmaniose et les MST (Peiter, 2006)

16 La situation périphérique, qui entraîne un éloignement des grands centres de population et de décision joue également. L'origine brésilienne de l'épidémie de choléra survenue en Guyane en 1991 ne provoqua pas de fermeture de la frontière, celle-ci n'étant pas alors accessible par la route depuis Cayenne et le littoral (Bourgarel, 1994). En août 2014, la brutale épidémie de chikungunya (un virus originaire de l'océan Indien causé par la piqûre du moustique *Aedes aegypti*) qui s'abattit sur l'État d'Amapá avait pour origine deux cas importés de Guyane, l'un contracté en Guadeloupe, l'autre en Guyane, et fut considéré comme menace nationale par le Brésil (GEA-SVS/AP, 2018). Là encore cela n'entraîna pas de mesures particulières à la frontière, sinon la désinfection par la Police fédérale des véhicules se rendant d'Oiapoque à Macapá, la capitale de l'État de l'Amapá.

17 La Guyane et l'Amapá, du fait de leur situation amazonienne, de leur structure socio-économique peu développée et de l'éloignement de leurs centres de décision nationaux, ont toujours souffert d'un équipement sanitaire insuffisant compte tenu de la présence ancienne des maladies infectieuses précédemment citées (Bourgarel, 1994). Ce n'est pourtant qu'avec l'ampleur de la pandémie de la Covid-19, qui a depuis février 2020 atteint l'Amapá et la ville d'Oiapoque bien plus que la Guyane dans un premier temps, que la frontière a acquis une nouvelle fonction de barrière sanitaire, afin d'empêcher la propagation du virus sur la rive française alors préservée.

18 Cela entraîna la fermeture de la frontière des deux côtés le 19 mars, deux jours après la fermeture des frontières extérieures de l'Union européenne mais de façon unilatérale et sans concertation entre les États, alors que la présence du virus y était avérée depuis plusieurs semaines. Pour renforcer les mesures nationales de confinement entamées le 16 mars, les autorités françaises interdisaient toute circulation fluviale autre que policière, militaire ou médicale, avec patrouilles policières fluviales pour empêcher les transports de passagers ou de produits illicites. Les points de ravitaillement des sites d'orpaillage étaient notamment visés, les *garimpeiros* étant eux-mêmes par leurs déplacements des facteurs de transmission épidémique (HIV, paludisme...).

Photos 2 et 3. L'Armée brésilienne (Police militaire et Marine) surveille le fleuve à Oiapoque



Photo : commissaire delegado Charles Corrêa, Police civile d'Oiapoque, mai 2020.

- 19 Afin de contrôler toute circulation sur le fleuve, la militarisation de la frontière s'est renforcée du côté français par une plus grande présence de la Police aux Frontières et de la Marine nationale, ainsi que la venue successive dès la fermeture de la frontière en mars 2020 de compagnies militaires basées dans l'Hexagone comme les chasseurs alpins. Malgré les nombreux arraisonnements de pirogues brésiliennes tentant la traversée, les autorités françaises perçoivent l'insuffisance du dispositif pour surveiller les 730 km d'une frontière qui, comme l'a reconnu un haut responsable de la Gendarmerie nationale, « a sa logique de vie » du fait de sa configuration et son usage traditionnel comme voie de circulation².
- 20 Cette situation permet néanmoins une certaine coopération entre les polices nationales, ainsi qu'entre les patrouilles françaises et la Marine brésilienne. La coopération policière et militaire entre les deux rives est en effet relativement ancienne (échanges d'officiers en formations et opérations conjointes depuis les années 1980, centre de coopération policière à Saint-Georges³).
- 21 Les mesures de lutte contre la pandémie ont eu d'importantes conséquences économiques, qui se manifestèrent également autour de l'Oyapock, toujours dans le but

d'éviter les mobilités. Les transports légaux furent totalement paralysés pour éviter la diffusion du virus, et les associations de taxis-piroguiers basées à Oiapoque durent s'organiser pour obtenir des aides de la part du gouvernement brésilien. Les commerces des deux côtés ont également été gravement affectés : ceux d'Oiapoque autorisés à ouvrir étaient privés de leur clientèle de l'autre rive à haut niveau de vie, française ou résidant en Guyane, les deux libres-services de Saint-Georges connaissaient quant à eux des difficultés d'approvisionnement depuis Cayenne.

22 La barrière s'est donc manifestée à partir du mois de mars par une diminution drastique des flux légaux comme illégaux, alors que seuls étaient admis de chaque côté les ressortissants et résidents légaux retournant dans leur pays de résidence. L'accès légal au côté français, entre mars et juin 2020, ne pouvait s'effectuer que par le pont, avec dépistage obligatoire et en fonction de jours et d'horaires particulièrement stricts qui n'étaient pas les mêmes du côté brésilien. Le pont a permis, plus sûrement que le fleuve lui-même, d'attribuer une fonction de filtre à la frontière, renforcé par le barrage permanent de gendarmerie à Régina, à une centaine de kilomètres vers Cayenne, légalement franchissable seulement à certaines heures de la journée, muni d'une attestation justifiant la nécessité d'un déplacement. Les personnes ayant légalement traversé le pont devaient attendre quelquefois plusieurs jours les résultats du test au collège de Saint-Georges, réquisitionné pour l'occasion.

23 L'absence de coordination entre la France et le Brésil pour une ouverture partielle et simultanée de la frontière se heurte, volontairement ou non, à l'hybridation qui caractérise la région par les flux constants, les solidarités familiales et les complémentarités diverses. Aussi, malgré les contrôles, la fermeture est contournée, notamment via certains quartiers amérindiens plus ou moins informels de Saint-Georges, moins surveillés, d'où partent clandestinement des pirogues allant au prix de quelques détours à Vila Vitória, un faubourg récent et excentré d'Oiapoque faisant face à Saint-Georges (mosaïque 1) et donc facilement accessible, relié au bourg central par des taxis prohibitifs.

Photos 4 et 5. Patrouille militaire sur l'Oyapock et prise de marchandises illégales destinées aux orpailleurs



Photo : commissaire delegado Charles Corrêa, Police civile d'Oyapoque, mai 2020

24 La condition transfrontalière de la région de l'Oyapock a bien favorisé la propagation du virus. Saint-Georges était finalement atteinte au mois d'avril 2020, les études de l'ARS montrant que la contamination, à l'inverse du chikungunya, est venue d'Oyapoque par le biais de familles transfrontalières malgré les restrictions et les contrôles. Saint-Georges devint ainsi le principal *cluster* de Guyane avec 146 cas en quelques jours pour une population de 4.188 habitants, soit le tiers des cas de Guyane fin mai, avant d'être détrônée par l'Ile de Cayenne au début du mois de juin. Elle fut donc la seule commune de Guyane à ne pas être déconfinée le 11 mai 2020, isolée en outre du reste de la Guyane par le barrage de Régina, situation qui perdura jusqu'au 16 septembre avec la levée temporaire de l'état d'urgence sanitaire en Guyane.

25 Ce confinement n'empêcha pas, à la fin du mois de mai, la transmission de la covid-19 à la commune de Camopi, par le biais de légionnaires et de leurs piroguiers amérindiens également contaminés. Les flux informels qui ont perduré entre Camopi et Vila Brasil, petite bourgade en cours de légalisation créée sur la rive brésilienne pour ravitailler les orpailleurs, mais aussi les habitants de la rive française, ne seraient pas en cause selon l'Agence régionale de Santé ; les autorités brésiliennes y ont néanmoins implanté un dispensaire pour éviter à ses habitants de se rendre à celui de Camopi et ainsi faire respecter la fermeture officielle de la frontière.

26 La situation jusqu'à la première semaine de juin 2020 a néanmoins montré une certaine dissymétrie entre les situations guyanaise et amapéenne : jusqu'à ce moment en effet la municipalité d'Oyapoque avec ses 27.906 habitants comptait à elle seule autant de cas que toute la Guyane (276.128 hab.), avec 6 décès contre un seul en Guyane pour une population dix fois supérieure. Mais depuis le début du mois de juin la situation s'est brutalement accélérée dans toute la Guyane, bien que loin d'être aussi dramatique qu'en Amapá, comme le montre le tableau ci-dessous. Au 1er juin 2020 le nombre de personnes infectées y était de 499, dont 200 à Saint-Georges, au 1er juillet il passait à 4.004 en un mois, dont 363 à Saint-Georges. Au même moment l'Amapá passait de 10.511 cas pour 861.773 habitants, dont 357 à Oyapoque, à 28.927, soit pour une population trois fois supérieure à celle de la Guyane. Oyapoque enregistrait de son côté 1.542 cas, avec un des plus forts taux de prévalence du Brésil (chiffres ARS et Gouvernement de l'Amapá).

Tableau 1. Cas d'infection, taux et variation 1er juin-1er juillet 2020 en Amapá, Guyane et dans les communes frontalières.

	Amapá (861.773 hab.)	Oyapoque (27.906 hab.)	Guyane (276.128 hab.)	St-Georges (4.188 hab.)
Nombre de cas au 1er juin	10.511	357	499	200
Nombre de cas au 1er juillet	28.927	1.542	4.004	363
Croissance 1er juill.-1er juin	+175 %	+ 332 %	+ 702 %	+ 81,5 %
Cas/100.000 hab. au 1er juillet	3.357	5.526	1.450	8.667

Sources : ARS Guyane et Gouvernement de l'Amapá

27 La nette différence entre les deux rives peut s'expliquer par un meilleur suivi et une meilleure prise en charge du côté guyanais, alors que les structures par âge et l'importance de comorbidités comme le diabète et l'obésité sont sensiblement équivalentes (sources INSEE et IBGE). Mais d'autres facteurs peuvent intervenir en défaveur de l'Amapá, comme l'importance de la pauvreté et de l'analphabétisme qui peuvent influencer sur les comportements (Confins, 2020).

28 Oyapoque comme Saint-Georges disposent, du fait d'une population relativement réduite, d'une assez faible couverture sanitaire, avec de petits équipements médicaux constituant statutairement des annexes des hôpitaux régionaux de Cayenne et Macapá (Centre de santé à Saint-Georges, petit hôpital régional à Oyapoque). L'aggravation de la situation dans cette localité et l'obligation d'envoyer les échantillons des tests à

Macapá, distante et difficile d'accès (560 km, dont une centaine sur une piste non asphaltée), ont témoigné de l'insuffisance de ces équipements alors que Saint-Georges bénéficie de moyens mis à disposition par l'Agence régionale de Santé et l'État et des facilités d'évacuation vers Cayenne. La maire d'Oiapoque, elle-même contaminée, demandait l'aide des autorités françaises et guyanaises au nom de la coopération régionale.

- 29 La frontière de l'Oyapock sépare en effet deux systèmes différents : le Brésil est un État fédéral, et si le président Bolsonaro s'est distingué par un scepticisme certain à l'égard de la gravité de la situation, la santé publique est, contrairement aux frontières, de la compétence des États fédérés comme l'Amapá. Ceux-ci, dotés d'un secrétariat spécifique, ont tenté de mettre en œuvre des mesures, limitées par leurs faibles moyens économiques et logistiques (Malafaia, 2019). La Guyane, de par sa situation de collectivité d'outre-mer française, dépend pour la santé publique d'un organisme national décentralisé relevant du Ministère de la Santé : l'Agence régionale de santé (ARS), pouvant mener des actions de coopération internationale. Elle bénéficie d'autre part de la redistribution et de la solidarité nationale malgré un sous-équipement chronique expliqué par une augmentation trop rapide de la population notamment informelle par rapport aux moyens existant. Ainsi, une politique de coopération locale déjà ancienne en matière de santé allait tenter de s'immiscer dans le cadre étroit offert par les politiques nationales de fermeture des frontières.

L'Oyapock entre tentatives de coopération et fermeture totale

- 30 Il est certain que la diffusion du coronavirus et sa forte contagiosité dans un monde de plus en plus ouvert oblige à coordonner des actions transversales et pluridisciplinaires dans les domaines scientifiques, politiques, économiques, civiques... (VENTURA *et al.*, 2020). Cependant, la sécurisation des États contre les migrations pour des motifs de santé publique a amené à des mesures de renforcement des frontières au détriment des possibilités de coopération internationale (FERHANI, RUSHTON, 2020).
- 31 La diffusion du virus de part et d'autre de la frontière de l'Oyapock a en effet montré que le problème ne pouvait se résoudre à l'échelle d'un unique État, néanmoins les États concernés, et principalement le plus riche, la France, confrontés à la dissymétrie entre les deux rives risquant d'aggraver les mobilités (recherche de soins et de produits divers), n'ont pas réellement exploité les liens qui existaient déjà en matière de coopération sanitaire.
- 32 Alors que la coopération médicale franco-brésilienne est ancienne, il fallut attendre les années 1990 pour la mise en place d'une coopération médicale locale facilitée par les accords de coopération régionale signés en 1996. Le commun isolement, l'importance des mobilités transfrontalières et la circulation de virus tels le HIV incitèrent surtout à partir de 2009 à des rencontres régulières et institutionnalisées (groupe de travail au sein des commissions mixtes transfrontalières, organisation de « Semaines de la Santé à la frontière »), ainsi qu'à des missions communes impliquant notamment l'Agence régionale de Santé-Guyane, des structures médicales régionales et fédérales brésiliennes, et des ONG ayant une bonne connaissance du terrain et l'habitude de ces partenariats. D'autre part, en vertu d'un accord tacite entre autorités locales, certaines maladies infectieuses de patients brésiliens purent être traitées dans les équipements sanitaires de Saint-Georges et Camopi jusqu'à ce que Oiapoque bénéficie d'une meilleure structure sanitaire en 2018 (Malafaia, 2019). Enfin, le programme de coopération d'initiative communautaire européenne PCIA ainsi que le projet bilatéral franco-brésilien Guyamazon comprenaient des actions de coopération sanitaire à la frontière franco-brésilienne comme la création d'un Centre binational franco-brésilien de santé à Oiapoque et un dispositif conjoint d'alertes sanitaires, en cours d'élaboration quand survint la pandémie.

33 Dès l'apparition de celle-ci à Oiapoque, les autorités sanitaires reçurent la visite d'équipes médicales et de l'aide matérielle venues de Guyane, à travers l'ARS et la Sécurité civile de Saint-Georges : envoi de centaines de masques et matériel de protection et oxygène médical, notamment des bouteilles d'oxygène, ce qui permet momentanément d'éviter que les cas les plus gravement atteints aient à aller à Macapá alors que la route est difficilement praticable du fait de la saison des pluies... Mais il n'y eut pas, comme demandé du côté brésilien, d'évacuations sanitaires d'Oiapoque vers l'hôpital de Cayenne, pourtant plus proche que celui de Macapá : malgré l'urgence sanitaire, la coopération restait finalement limitée du fait des faibles moyens de part et d'autre et d'une absence de volonté nationale, relevant du Préfet de Guyane. Elle ne parvint donc pas à permettre le franchissement d'une barrière pourtant pas si étanche pour soigner des personnes infectées, comme cela se réalisa entre la France et l'Allemagne. Les lits d'hôpitaux en Guyane parvenant à saturation, il fut procédé à des évacuations sanitaires vers les hôpitaux des Antilles françaises, ce qui condamnait les admissions de malades venus de l'étranger.

34 Ces mesures n'empêchèrent pas la Guyane de rester l'unique territoire français connaissant une augmentation de l'épidémie au mois de juin 2020, conforme à la situation sanitaire du reste de l'Amérique du Sud mais expliquée aussi par une augmentation du nombre de tests réalisés. Elle s'est d'abord produite dans des quartiers informels, puis légalement urbanisés mais périphériques des agglomérations de Cayenne et Kourou, souvent à forte concentration de population d'origine brésilienne, qui ont fait l'objet d'une mise en quarantaine décidée par la Préfecture. Les relations qui ont perduré entre certains habitants originaires de l'Amapá et leur région d'origine, l'Agence régionale pour la Santé en convient, ont pu largement contribuer à la propagation du virus sur le littoral, de même que des liens, peu nombreux cependant, avec l'orpaillage informel, même si l'on peut incriminer d'autres facteurs, comme les rassemblements festifs. Comme cela s'était déjà produit lors d'épidémies précédentes (paludisme et HIV), une certaine stigmatisation s'est exercée à l'égard de la population d'origine brésilienne, accusée de favoriser l'expansion de la maladie par ses constants va-et-vient avec l'Amapá ou d'autres régions du Brésil très infectées.

35 Aussi, des tensions entre population et autorités politiques régionales d'un côté et nationales de l'autre apparurent, les premières reprochant aux secondes de ne pas avoir suffisamment pris en compte cette situation « sud-américaine », c'est-à-dire le voisinage avec le Brésil. Deuxième pays le plus atteint par le virus après les États-Unis, ce pays est rendu responsable de sa propagation à la Guyane par le biais d'une frontière remplissant insuffisamment son rôle de barrière du fait des horaires et conditions de passage même limités. Ces tensions et accusations ne sont sans doute pas étrangères à la décision préfectorale de ne pas accepter de malades en provenance du Brésil dans les hôpitaux guyanais (Albertini, Briswalter, 2020).

Figure 1 – Décès par covid-19 en Amapá et en Guyane (jusqu'au 20 janvier 2021).

Source : <https://ourworldindata.org/coronavirus/country/french-guiana?country=~GUF> ;
<https://www.coronavirus-statistiques.com/stats-departement/coronavirus-nombre-de-cas-guyane/> ;
<http://painel.corona.ap.gov.br/>

36 Le graphique ci-dessus montre cependant comment la Guyane fut moins touchée que l'Amapá, même compte tenu des différences de peuplement (cf. tableau 1). Mais la soudaineté et l'importance du nombre de cas nouveaux, et de décès dans une moindre mesure, frappa particulièrement la population et mettait la Guyane en zone rouge, c'est-à-dire de forte circulation du virus quand la France hexagonale au contraire passait au vert.

37 Aussi, le 25 juin 2020, lors de leurs visite conjointe en Guyane, les ministres de la Santé et de l'Outre-mer décidèrent, outre un reconfinement partiel du territoire, la fermeture totale de la frontière par le pont de l'Oyapock jusqu'à nouvel ordre, alors que la frontière fluviale l'était déjà, comme celle avec le Surinam (sauf cas d'urgence). Des actions de coopération furent néanmoins maintenues, comme une rencontre des institutions policières des deux États au Centre de Coopération policière franco-brésilien à Saint-Georges, et des dons du Lion's Club de Cayenne à l'hôpital d'Oiapoque. Cela montrait qu'une certaine solidarité continuait de s'exercer, mais au niveau

sécuritaire pour l'échelon national, alors que la coopération purement sanitaire semblait plus relever d'initiatives individuelles et caritatives palliant une certaine inaction des autorités locales.

- 38 Le nombre de nouveaux cas de la Covid-19 baissa finalement à partir de la mi-juillet 2020 en Guyane, grâce semble-t-il aux mesures de couvre-feu citées en exemple au niveau national, alors qu'il restait élevé en Amapá. La Guyane subissait cependant une nouvelle vague à partir du mois de janvier 2021, sans doute causée par des retours de vacances, avec plus de 100 à 200 cas quotidiens. Le couvre-feu fut temporairement renforcé par le Préfet, mais après une brève amélioration début février, la Guyane connaissait une nouvelle vague plus virulente et létale dès le mois d'avril 2021, causée à 80 % par le variant Gamma dit « brésilien », sans que la provenance en fût déterminée avec précision. Elle est depuis le territoire français le plus affecté, alors que la situation paraît stabilisée depuis plusieurs mois en Amapá avec 100 à 250 cas quotidiens (tableau 2), et semble désormais contenue à Saint-Georges, sans doute grâce à la campagne précoce de vaccination pour tous les adultes et dont profitèrent, illégalement, de nombreux habitants d'Oiapoque. La frontière est cependant toujours fermée jusqu'à nouvel ordre sans prévision d'une ouverture prochaine, même si la fin de l'urgence sanitaire en Guyane est fixée au 30 septembre 2021.

Tableau 2. Situation au 13 février 2021.

	Amapá	Oiapoque	Guyane	St-Georges
Nombre de cas	80.374	4.180	16.456	n.c. ⁴
/100.000 hab.	9.327	14.979	5.960	
Nbre de décès	1.102	28	80	
/100.000 hab.	128	100	29	

Sources : ARS Guyane et Gouvernement de l'Amapá

- 39 Aussi de nombreux habitants semblent ne pas l'attendre : plusieurs témoignages recueillis à Saint-Georges comme à Cayenne montrent que les déplacements d'une rive à l'autre continuent de s'effectuer illégalement en dépit des contrôles, aussi bien de la part de *garimpeiros* dont la crise n'a pas ralenti l'activité, que de particuliers, dont des Amérindiens ayant leur cadre de vie sur les deux rives et des jeunes de Vila Vitória scolarisés à Saint-Georges grâce à des adresses de complaisance fournies par des proches. Les flux profitent d'un certain relâchement de la surveillance militaro-policière, trop sollicitée par rapport aux besoins, ainsi que de la faible durée de la traversée entre Saint-Georges et Vila Vitória qui permet d'éviter les patrouilles. Ils se renforcent en outre au moment des vacances scolaires avec les retours temporaires au Brésil de nombreuses personnes résidant en Guyane. Cela illustre le caractère illusoire de la fermeture totale d'une frontière dans un bassin de vie dont elle constitue à travers le fleuve l'épine dorsale.

Conclusion

- 40 Cette situation de barrière filtrante puis totale (du moins tentant de l'être) que connaît la frontière entre le Brésil et la Guyane avec la pandémie de covid-19, s'ajoute aux trois types de configuration qui ont concerné le fleuve Oyapock depuis son institution comme limite officielle en 1900. A une période d'isolement et d'ignorance de la part des États et des entités régionales et un enclavement favorisant les interactions locales entre les deux rives, a succédé un désenclavement terrestre des deux villes frontalières qui a permis aux États d'y renforcer leur présence régaliennne et les conditions d'accès, notamment dans le cas de la France pour lutter contre l'immigration venue du Brésil, parallèlement à des accords de coopération institutionnelle. Enfin, l'ouverture du pont binational en 2017, qui devait permettre un meilleur contrôle de la circulation terrestre, a finalement peu affecté la circulation fluviale. Celle-ci a continué

d'être largement privilégiée bien que plus longue et plus dangereuse, car peu surveillée et plus accessible pour des riverains disposant assez rarement d'un véhicule.

41 L'actuelle pandémie du coronavirus met en exergue ce rôle de contrôle de la frontière et son utilité comme lieu de régulation (Dumont, 2019), mais cette fois-ci dans un but de protection des populations qui permet en même temps d'empêcher les flux migratoires ou transfrontaliers. De filtrante dans un premier temps par des décisions nationales peu harmonisées mais permettant le maintien d'une coopération sanitaire d'initiative locale entre les deux rives définitivement solidaires, la barrière devenait ensuite totale face à l'aggravation de l'épidémie attribuée à la proximité du Brésil. Les solidarités transfrontalières et informelles et une certaine tolérance en matière sanitaire (vaccination, au départ sans contrôle de la situation administrative, à Saint-Georges et quelques cas brésiliens traités en Guyane) permettent néanmoins de la contourner.

42 Le contexte de mondialisation et d'intégrations régionales qui a précédé la pandémie de coronavirus a permis aux espaces frontaliers de passer davantage d'un rôle d'espace-défense ou d'espace-barrière à celui d'espace partagé. Entre la Guyane et le Brésil cependant, les tensions dues aux différences de développement et aux incertitudes géopolitiques ont renforcé une coupure - même fréquemment contournée - au détriment de circulations et solidarités traditionnelles et familiales. La dissymétrie entre les deux rives, tant en matière de niveau de vie, d'équipements sanitaires qu'en nombre de cas, expliquée par l'histoire propre des deux pays, montre que cette frontière sépare une région française et européenne, même si elle en est une des moins développées, d'une partie encore passablement déshéritée d'un État émergent d'Amérique du Sud, ce qui entrave une meilleure coopération par peur des flux de candidats à l'émigration et de porteurs de virus.

43 L'actuelle crise de la Covid-19, qui a également provoqué une fermeture temporaire des frontières dans une grande partie du monde, n'a fait que porter à son paroxysme la volonté de reprise en main de cette région frontalière par les États, même si elle constitue officiellement une rupture conjoncturelle liée à l'ampleur exceptionnelle de la pandémie. Mais les propos triomphalistes du ministre français de l'Outre-mer en visite sur l'Oyapock avec les forces de l'ordre le 13 juillet 2020 (« *La frontière est tenue, elle n'a jamais été aussi bien tenue.* »⁵) sonnent comme la reconnaissance du rôle principal de cette frontière comme une barrière contre la population voisine plutôt que comme l'interface qu'elle a toujours constituée. En outre, les tensions diplomatiques entre les présidents français et brésilien, pour des raisons environnementales comme du fait du déni de la gravité de la crise sanitaire par ce dernier, ne sont pas de nature à légaliser une transfrontièrité asymétrique qui semble encore se jouer de la frontière politique. Celle-ci compense pourtant une trop faible implication locale et coordonnée des États nationaux dans les domaines sanitaires et socio-économiques.

Bibliografia

ALBERTINI, J.-M., BRISWALTER, M., 2020. « Covid-19 : en Guyane, la France est accusée d'avoir abandonné les Brésiliens. » *Médiapart*, 11 juillet. <https://www.mediapart.fr/journal/international/110720/covid-19-en-guyane-la-france-est-accusee-d-avoir-abandonne-les-bresiliens> Consulté le 11 juillet 2020.

BOUDOUX D'HAUTEFEUILLE, M., 2012. *Dynamiques migratoires à la frontière Guyane-Brésil : enjeux de rétention pour un espace transfrontalier en construction*. Thèse de doctorat de géographie, Université des Antilles et de la Guyane.

BOURGAREL, S., 1994. *Santé et géographie en Guyane*. L'Harmattan, Paris.

CONFINS, 2020. « Factores associados a difusão da epidemia de Covid-19 », *Confins* n° 46, 05 juillet 2020, consulté le 23 janvier 2021.

DOI : 10.4000/confins.31101

<http://journals.openedition.org/confins/31101>

CORNOU, A., 2018. *Etude préfiguratrice Observatoire International des Transports de l'Oyapock, Rapport Final*. Labex DRIIHM/DEAL/LEEISA, Cayenne.

DAVIES, E., 2008. "Securitizing Infectious Disease". *International Affairs*, Oxford, vol. 84 (2), p. 295-313.

DOI : 10.1111/j.1468-2346.2008.00704.x

DAVY, D., TRITSCH, I., GREINAND, P., 2013. « Construction et restructuration territoriale chez les Wayâpi et Teko de la commune de Camopi, Guyane française ». *Confins* n° 16, 2012. <https://journals.openedition.org/confins/7964> Consulté le 20 février 2013.

DUMONT, G.-F., 2019. « La géopolitique des frontières réaffirmée. », *Outre-Terre*, n° 57, p. 75-88.

FERHANI, A.; RUSHTON, S., 2020. « The International Health Regulations, COVID-19, and bordering practices: Who gets in, what gets out, and who gets rescued? » In : *Contemporary Security Policy*, Londres. 41:3, p. 458-477.

FOUCHER, M., 2016. *Le retour des frontières*. CNRS Editions, Paris.
DOI : 10.3917/cnrs.fouc.2016.01

GEA. TRIBUNAL DE JUSTIÇA DO AMAPÁ, 2014. *Comarca do Município de Oiapoque realiza ação para combater o mosquito Aedes*. Consulté en octobre 2018. <http://www.tjap.jus.br/portal/publicacoes/noticias/4655-comarca-de-oiapoque-realiza-a%C3%A7%C3%A3o-para-combater-o-mosquito-aedes-aegypti.html> .

MALAFAIA, D.B., 2019. *Cooperação internacional transfronteiriça em saúde: caminhos institucionais e os arranjos locais de interação entre o Amapá e a Guiana francesa de 1996 a 2018*. Mestrado de développement régional, Université fédérale de l'Amapá, Macapá.

NUNES, J., 2020. "A pandemia de COVID-19: securitização, crise neoliberal e a vulnerabilização global". In: Espaço Temático – COVID-19 – Contribuições da Saúde Pública, *Cadernos de Saúde Pública*, Rio de Janeiro, 36(4), 4p.
DOI : 10.1590/0102-311X00063120

PAGOTTO, B. F., 2016. *A saúde pública como tema de segurança internacional: o caso das negociações do novo Regulamento Sanitário Internacional (RSI 2005)*. Mestrado, Universidade de São Paulo.

PEITER, P., 2006. "Efeitos do limite político internacional da saúde das populações da fronteira do Brasil". *Observatório geográfico de América latina*. <http://www.observatoriogeograficoamericalatina.org.mx/egal11/Geografiasocioeconomica/Geografiapolitica/04.pdf> Consulté le 14 février 2021.

RADIL, S. M., PINOS, J. C., PTAK, T., 2020. "Borders resurgent: towards a post-COVID-19 global border regime?" *Space and Polity*, Londres, p. 1-9.
DOI : 10.1080/13562576.2020.1773254

SILVA, G. de V., GRANGER, S., 2016. "Desafios multidimensionais para a cooperação transfronteiriça entre França e Brasil 20 anos depois (1996-2016)", *Revista Geographia*, Rio de Janeiro, ano 18 n° 38, 2016, p. 27-50.
<http://www.uff.br/geographia/ojs/index.php/geographia/article/view/1055> .

SILVA, G. de V., GRANGER, S. LE TOURNEAU, F.-M., 2019. "Desafios à circulação na fronteira entre Brasil e Guiana francesa (França)". *Mercator*, UFC Fortaleza, Brésil, vol. 18, septembre. <http://www.mercator.ufc.br/mercator/article/view/e18018fr> Version française disponible sur https://www.scielo.br/pdf/mercator/v18/fr_1984-2201-mercator-18-e18018.pdf

THÉRY, H., 2011. « France-Brésil : un pont géopolitique ». *Diploweb*, 20 juin <http://www.diploweb.com/France-Bresil-un-pont-geopolitique.html>. Consulté le 25 octobre 2016.

VENTURA, D. F. L. et al., 2020. « Desafios da pandemia de COVID-19: por uma agenda brasileira de pesquisa em saúde global e sustentabilidade ». In : *Cadernos de Saúde Pública*, Rio de Janeiro, 36(4).
DOI : 10.1590/0102-311X00040620

Sites consultés :

AGENCE REGIONALE DE SANTE-GUYANE. <https://www.guyane.ars.sante.fr/point-epidemiologique-hebdomadaire-special-covid-19>

FRANCE-GUYANE. <https://www.franceguyane.fr/>

GOVERNEMENT DE L'AMAPÁ (AMAPÁ GOVERNO DO ESTADO). Boletim informativo Covid-19. <https://www.portal.ap.gov.br/noticia/1302/boletim-informativo-covid-19-amapa>

GUYANE LA 1^{ère}. <https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/>

GUYAWEB. <https://www.guyaweb.com/>

IBGE (Instituto brasileiro de Geografia e Estatística). <https://www.ibge.gov.br/>

INSEE GUYANE. <https://www.insee.fr/fr/information/2017487>

PREFECTURE DE LA REGION GUYANE. Points Covid-19. <https://www.guyane.gouv.fr/Politiques-publiques/COVID-19->

Notas

1 La présente étude actualise et prolonge la communication proposée au colloque Circulations, frontières et villes dans les Guyanes en novembre 2018 à l'Université de Guyane, et qui a fait l'objet d'un article publié dans la revue Mercator.

2 *France-Guyane*, 3 juin 2020, et témoignages d'officiers du 9ème RIMA recueillis le 28 janvier 2021.

3 Qui comprend la Police fédérale brésilienne à Oiapoque, et du côté français, la PAF et la Gendarmerie nationale basées à Saint-Georges.

4 Préfecture et ARS ne communiquent plus la totalité des cas par commune.

5 <https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/est-guyonais/saint-georges/saint-georges-oyapock-ministre-frontiere-853090.html>, 14 juillet 2020.

Índice das ilustrações

	Título	Mosaïque 1. La circulation sur l'espace frontalier franco-brésilien, de la colonisation à la pandémie de covid-19.
	URL	http://journals.openedition.org/confins/docannexe/image/39468/img-1.jpg
	Ficheiro	image/jpeg, 401k
	Título	Photo 1. Le pont de l'Oyapock en attente de l'ouverture
	Legenda	Sur le fleuve, un navire du Parc national brésilien de Cabo Orange et un taxi-pirogue se rendant à Saint-Georges (photo : S. Granger, 2013).
	URL	http://journals.openedition.org/confins/docannexe/image/39468/img-2.jpg
	Ficheiro	image/jpeg, 290k
	Título	Photos 2 et 3. L'Armée brésilienne (Police militaire et Marine) surveille le fleuve à Oiapoque
	URL	http://journals.openedition.org/confins/docannexe/image/39468/img-3.jpg
	Ficheiro	image/jpeg, 150k
	Créditos	Photo : commissaire delegado Charles Corrêa, Police civile d'Oiapoque, mai 2020.
	URL	http://journals.openedition.org/confins/docannexe/image/39468/img-4.jpg
	Ficheiro	image/jpeg, 210k
	Título	Photos 4 et 5. Patrouille militaire sur l'Oyapock et prise de marchandises illégales destinées aux orpailleurs
	URL	http://journals.openedition.org/confins/docannexe/image/39468/img-5.jpg
	Ficheiro	image/jpeg, 223k
	Créditos	Photo : commissaire delegado Charles Corrêa, Police civile d'Oiapoque, mai 2020
	URL	http://journals.openedition.org/confins/docannexe/image/39468/img-6.jpg
	Ficheiro	image/jpeg, 127k

Para citar este artigo

Referência eletrônica

Stéphane Granger e Gutemberg de Vilhena Silva, «Enjeux transfrontaliers en période de pandémie de la Covid-19 : le cas de la circulation sur l'Oyapock entre Guyane française et Brésil», *Confins* [Online], 51 | 2021, posto online no dia 27 setembro 2021, consultado o 24 outubro 2021. URL: <http://journals.openedition.org/confins/39468>; DOI: <https://doi.org/10.4000/confins.39468>

Autores

Stéphane Granger

Chargé de cours à l'université de Guyane granger.stephane@orange.fr

Gutemberg de Vilhena SilvaProfesseur à l'université fédérale de l'Amapá (Macapá), bgeografo@gmail.com*Artigos do mesmo autor***O Entorno estratégico do Brasil nas Guianas: desafios à gestão do presidente Jair Bolsonaro em três temas** [Texto integral]

Environnement stratégique du Brésil en Guyane : défis pour le président Jair Bolsonaro sur trois thèmes

Brazil's strategic environment in Guyana: challenges to President Jair Bolsonaros in three themes

Publicado em *Confins*, 501 | 2019**Iconografia das fronteiras das Guianas** [Texto integral]

Iconographie des frontières guyanaïses

Iconography of the Guiana borders

Publicado em *Confins*, 39 | 2019**La géopolitique de l'Union Européenne pour les régions ultrapériphériques** : [Texto integral]

Assimilation, fragmentation et rôle de la Guyane française dans son contexte régional

A Geopolítica da União Europeia para as Regiões Ultraperiféricas: assimilação, fragmentação e o papel da Guiana Francesa em seu contexto regional

The Geopolitics of the European Union for overseas territories: assimilation, fragmentation and the role of French Guiana in the regional context

Publicado em *Confins*, 26 | 2016**Comunidades Quilombolas na Amazônia:** [Texto integral]

construção histórico-geográfica, características socioeconômicas e patrimônio cultural no Estado do Amapá

Communautés quilombolas en Amazonie: construction historique et géographique, caractéristiques socio-économiques et du patrimoine culturel dans l'État d'Amapá

Quilombolas communities in the Amazon: historical and geographical construction, socioeconomic characteristics and cultural heritage in the state of Amapá

Publicado em *Confins*, 23 | 2015**Desenvolvimento econômico em cidades da fronteira amazônica: ações, escalas e recursos para Oiapoque-AP** [Texto integral]

Développement économique dans les villes frontalières amazoniennes : actions, échelles et ressources pour Oiapoque-AP

Economic development in border cities of the Amazon: actions, scales and resources for Oiapoque-AP

Publicado em *Confins*, 17 | 2013

Direitos de autor

Confins – Revue franco-brésilienne de géographie est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.